

Migrants et logement en banlieue parisienne

(19e - 20e siècles)

Introduction

Les représentations communes associent fortement les migrants et les étrangers à la « crise des banlieues » et aux « ghettos ». Deux idées dominent : dans un cas, celle selon laquelle les grands ensembles de logements sociaux périphériques ont été construits dans les années 1960 pour rassembler les étrangers venus travailler dans les usines au temps des « trente glorieuses » ; dans l'autre, celle selon laquelle les banlieues sont entrées en crise à partir des années 1980, au moment du passage des étrangers « du bidonville au HLM » et avec les débuts du regroupement familial.

Ces deux représentations reposent sur des interprétations erronées. Dans un contexte marqué par une offre de logements très insuffisante en banlieue, du 19e siècle jusqu'aux années 1960, les étrangers n'ont accédé que tardivement au logement social, à partir de la fin des années 1960, au moment où celui-ci s'ouvre à des catégories plus défavorisées. Pour autant, si de nombreux travaux de recherche se sont focalisés sur les formes de logement les plus précaires et insalubres, spécifiques aux migrants, une grande partie d'entre eux se logent dans des conditions proches de celles des ouvriers français.

Point historiographique

Les premiers travaux à s'intéresser au logement des migrants dans les quartiers populaires s'inscrivent dans une historiographie du mouvement ouvrier qui a fait des faubourgs et de la banlieue parisienne son territoire d'élection à partir des années 1970-1980. Les migrants en question sont alors surtout des provinciaux, principale source de la croissance de la région parisienne jusqu'aux années 1960.

Point historiographique (suite)

Les premiers travaux qui se sont penchés sur l'histoire des migrations étrangères en France, à partir des années 1980-1990, se sont ainsi d'abord portés sur le travail, mais rapidement s'est posée la question de leur place dans la ville à la fin du 19e siècle et dans l'entre-deux-guerres, en communautés. Avec une approche classique d'histoire sociale, à partir des listes nominatives de recensements, mais aussi d'entretiens, Marie-Claude Blanc-Chaléard a ainsi étudié les Italiens de l'Est parisien, Judith Rainhorn ceux de la Villette et Natacha Lillo les Espagnols de la Plaine Saint-Denis. Ces formes d'habitats précaires qui apparaissent dès lors comme des « colonies », comme les « Petites Italies » ou « Petites Espagne », permettent aux migrants de trouver leur place en ville. Claire Lévy-Vroélant et Alain Faure se sont de leur côté intéressés en longue durée aux meublés et garnis, dont une grande partie des habitants est composée d'étrangers. Fabrice Langrognet a récemment retracé l'histoire des habitants d'un immeuble ordinaire du parc privé de la Plaine Saint-Denis. A cette échelle micro, il a pu se pencher sur la vie quotidienne des migrants de ce quartier industriel, leur grande mobilité, mais surtout sur les relations qu'ils entretiennent.

À partir des années 2000, dans le contexte du renouveau de l'histoire coloniale de la France, de nombreux travaux se sont intéressés aux politiques de logement des migrants coloniaux, et en particulier des « Français musulmans d'Algérie », à l'époque de la guerre d'indépendance et de la décolonisation. Ils ont fait ressortir une politique de l'habitat spécifique à l'égard de ces migrants, qui prenait la forme des foyers Sonacotral (Marc Bernardot, Choukri Hmed) et des cités de transit (Muriel Cohen et Cédric David), destinés à résorber l'habitat insalubre et en particulier les bidonvilles. Ces derniers situés en périphérie des métropoles ont également acquis dans ce cadre une grande visibilité, qu'il s'agisse des politiques de résorption (Blanc-Chaléard, Gay-Dupuy), ou de la vie quotidienne et des parcours résidentiels de leurs habitants face aux discriminations et à la pratique du « seuil de tolérance » à partir des années 1970-1980 (Cohen, David, Ferguenis).

Néanmoins, faute de sources équivalentes aux listes nominatives de recensement de l'entre-deux-guerres, les conditions de logement des migrants dans la seconde moitié du 20e siècle restent difficiles à aborder de manière globale. Le logement dans le parc privé ordinaire, souvent insalubre et/ou surpeuplé, reste à ce jour un angle mort des travaux.

État de la recherche

Les banlieues parisiennes se sont développées à partir de la deuxième moitié du 19e siècle, dans le contexte de l'industrialisation. Une grande partie de leur croissance repose sur des flux migratoires venus des différentes régions françaises (Limousin, Bretagne, Nord), puis de l'étranger. Or face à cet afflux de main d'œuvre, le patronat ne juge pas nécessaire de construire des logements, comme il a pu le faire dans des bassins d'emplois isolés comme les mines. Les nouveaux venus se logent donc à la fin du 19e siècle dans les formes d'habitats préexistantes, de mauvaise qualité, où l'insalubrité et le surpeuplement dominant. Mais, globalement, l'entre-deux-guerres est marqué par des conditions de logement proches pour les ouvriers français et les étrangers, à cheval sur les quartiers industriels parisiens et de banlieue, dans des immeubles anciens et dégradés de centre-ville, sans équipement moderne tels que l'eau courante, des salles d'eau ou le chauffage (Blanc-Chaléard). Des quartiers d'habitat auto-construits apparaissent au pied des usines et rassemblent des communautés désignées comme « Petite Italie » à Montreuil, « Petite Espagne à La Plaine » ou « Cité Arabe » à Gennevilliers. Les étrangers semblent en revanche peu nombreux à s'installer dans les « lotissements défectueux » qui prolifèrent dans les années 1920.

L'après Seconde Guerre mondiale marque un tournant relatif. Alors que les banlieues connaissent une très rapide croissance et sont le territoire de la modernité où se développent les grands ensembles, les étrangers sont toujours nombreux à se loger dans le parc privé ordinaire marqué par le surpeuplement et l'insalubrité (notamment dans les hôtels meublés où vivent 32 % des ménages algériens en 1968). Dans le contexte de crise du logement, un nombre plus important de migrants (Français musulmans d'Algérie et Portugais en particulier) construisent des baraques sur des terrains vagues de banlieue plus ou moins proches de Paris (Saint-Denis, La Courneuve, Nanterre, Gennevilliers, Champigny). En 1965, on dénombre environ 75 000 personnes en bidonville en France, dont 46 000 en région parisienne (15 000 personnes à Champigny et 14 000 à Nanterre) (Blanc-Chaléard). Face aux 2,6 millions d'étrangers en France en 1968 (près d'1 million en région parisienne), c'est une minorité, mais alors que les conditions de logement des Français s'améliorent, de très nombreux étrangers restent cantonnés à l'habitat insalubre, en centre-ville comme en banlieue. Au moment où la crise du logement commence à se résorber, ces

État de la recherche (suite)

conditions de logement ne paraissent plus acceptables. Le 1er janvier 1970, cinq migrants Sénégalais et Mauritaniens meurent asphyxiés à cause du chauffage dans un foyer improvisé d'Aubervilliers. Face à la mobilisation de personnalités et de partis de gauche, la loi de Résorption de l'habitat insalubre dite Loi Vivien est votée le 1er juillet 1970 et ouvre l'accès au logement social aux plus mal-logés, parmi lesquels les étrangers. Ceux qui ont connu les bidonvilles connaissent souvent une première étape dans les cités de transit, logements sociaux sous normés, souvent construits sur des terrains inconstructibles à l'écart des équipements (Cohen et David). Loin d'avoir été regroupés dans le parc social, les étrangers n'y accèdent à cette date que très difficilement.

À partir des années 1970, les étrangers accèdent néanmoins progressivement aux logements sociaux situés dans les grands ensembles de banlieue, ou dans les logements sociaux anciens et peu confortables. Cette période est marquée par les deux chocs pétroliers qui accélèrent la désindustrialisation (déjà entamée en région parisienne depuis les années 1950) et des réformes du financement du logement social qui mettent les offices HLM en difficulté. Les étrangers, en particulier ceux venus de l'ancien empire colonial, et les migrants d'outre-mer pourtant de nationalité française (Célestine), souvent considérés avec le même regard, sont rendus responsables de la dégradation de l'habitat, due au manque d'entretien des grands ensembles de logements sociaux (David). Depuis lors la question des discriminations ethno-raciales est davantage explorée par les travaux de recherche.

Les années 1980-1990 sont marquées dans certains quartiers par une dégradation accélérée du bâti et une concentration des étrangers les plus récemment arrivés dans les segments les plus dégradés, qui conduit à parler de « ghettos ». Pourtant, le parc social, très majoritairement situé en banlieue, reste à la fin du 20e siècle et au début du 21e siècle la garantie de l'accès à un logement décent. C'est dans le parc privé (grandes copropriétés, petits collectifs, maisons individuelles) que les formes de logement les plus insalubres perdurent.

Focus sur un terrain d'enquête de l'AMuLoP : la cité Émile-Dubois à Aubervilliers

Focus sur un terrain d'enquête de l'AMuLoP : la cité Émile-Dubois à Aubervilliers (suite)

Le cas de la cité Émile-Dubois, inaugurée en 1957 dans le quartier du Fort d'Aubervilliers, permet d'aborder la question de l'accès des migrants au logement social en banlieue. Cette cité HLM est construite par l'Office HLM municipal, à destination de la population mal-logée de la ville, très nombreuse au sortir de la Seconde Guerre mondiale, comme le montre le moyen métrage d'Élie Lotard et Jacques Prévert, Aubervilliers, réalisé en 1946.

Lors de l'ouverture de cette cité de 800 logements, répartis entre plusieurs barres de 5 étages et tours de 12 étages situées dans un vaste espace vert, presque tous les habitants sont Français. Parmi eux, on compte des descendants d'Italiens et d'Espagnols naturalisés dans l'entre-deux-guerres ou juste après la Seconde Guerre mondiale, qui sont nés eux-mêmes nés à Aubervilliers. Les Di Méo sont parmi les premiers habitants. Ils descendent d'une famille italienne, arrivée en France à la fin du 19e siècle, qui vit depuis lors entre le 19e arrondissement de Paris, Pantin et Aubervilliers. L'accès au logement social leur permet d'être réunis puisque les deux enfants du couple vivaient jusque-là séparées, la plus grande vivant chez ses grands-parents. On recense également des descendants de couples franco-algériens formés dans l'entre-deux-guerres, ainsi que cinq « Français musulmans d'Algérie », mais ceux-ci sont mariés à des Françaises, et pour l'un au moins avec des responsabilités comme élu municipal au sein du Parti Communiste Français. Les habitants appartiennent alors en majorité à la fraction supérieure de la classe ouvrière (ouvriers qualifiés) et à la classe moyenne (employés, fonctionnaires), mais les ouvriers et manœuvres sont également présents.

C'est à la fin des années 1960, et surtout dans les années 1970, que les départs des ménages les plus favorisés libèrent des logements pour des mal-logés de la commune, parmi lesquels se trouvent notamment des ménages algériens, installés dans la commune depuis les années 1950, dans des logements petits et précaires. Les départs des ménages les plus stables et l'arrivée d'un nombre croissant de ménages moins stables professionnellement inquiètent l'Office HLM, qui organise la rénovation de la cité Émile-Dubois au début des années 1980. Les départs sont ralentis un temps, mais la mauvaise réputation de la cité, liée notamment au trafic de drogue, persiste. Elle fait l'objet de plusieurs classements dans le cadre des opérations de politique de la Ville.

**Focus sur un
terrain d'enquête
de l'AMuLoP : la
cité Émile-Dubois
à Aubervilliers
(suite)**

Une partie des premiers habitants de la cité sont toujours présents, et malgré une certaine obsolescence, celle-ci reste une entrée dans le confort pour des étrangers récemment arrivés en France. A la fin des années 1990, plusieurs familles issues des squats du quartier du Landy à l'ouest de la ville y sont ainsi relogées, pour leur plus grand soulagement. La cité Émile-Dubois a néanmoins été incluse dans le nouveau plan de rénovation urbaine et sera en partie détruite à partir de 2026.

Pour approfondir

Bibliographie

- Marie-Claude Blanc-Chaléard, « Les immigrés et la banlieue parisienne. Histoire d'une aventure urbaine et sociale, XIXe-XXe siècles », in **Banlieues populaires. Territoires, sociétés, politiques**, L'Aube, 2018, p. 95-109.
- Marie-Claude Blanc-Chaléard, **En finir avec les bidonvilles. Immigration et politique du logement dans la France des Trente glorieuses**, Éditions de la Sorbonne, 2016.
- Marie-Claude Blanc-Chaléard, « **Les immigrés et le logement en France depuis le xixe siècle. Une histoire paradoxale** », Hommes et Migrations, no 1264, novembre-décembre 2006, p. 20-34.
- Muriel Cohen, « **Logement des migrants et des étrangers, depuis 1945** », Encyclopédie d'histoire numérique de l'Europe [en ligne], ISSN 2677-6588, mis en ligne le 21/09/20, consulté le 17/02/2025. Permalien : <https://ehne.fr/fr/node/14141>
- Muriel Cohen & Cédric David, « **Les cités de transit : le traitement urbain de la pauvreté à l'heure de la décolonisation** », Métropolitiques, 29 février 2012. URL : <http://www.metropolitiques.eu/Lescites-de-transit-le-traitement.html>.
- Sylvain Pattieu, « **Un traitement spécifique des migrations d'outre-mer : le BUMIDOM (1963-1982) et ses ambiguïtés** », Politix, 116(4), 2016, 81-113. <https://doi.org/10.3917/pox.116.0081>.
- Cédric David, « **Une histoire des HLM en banlieue populaire. Politique sous contrainte et genèse de discriminations ethno-raciales (1950-1990). Entretien avec Cédric David** », Métropolitiques, 7 mai 2020. URL : <https://www.metropolitiques.eu/Une-histoire-des-HLM-en-banlieue-populaire.html>.
- Alain Faure (dir.), **Les premiers banlieusards. Aux origines des banlieues de Paris (1860-1940)**, Créaphis, 1991.
- Alain Faure et Jean-Claude Farcy, **La mobilité d'une génération de Français : recherches sur les migrations et les déménagements vers et dans Paris à la fin du 19e siècle**, Paris, INED, 2003.
- Choukri Hmed, « **La création des foyers Sonacotra en 1956** », Bouchène, A., Peyroulou, J., Tengour, O. et Thénault, S. (dir.), Histoire de l'Algérie à la période coloniale 1830-1962, La Découverte 2012, p. 586 -589. <https://doi.org/10.3917/dec.bouch.2013.01.0586>.
- Fabrice Langrognet, **Voisins de passage, Une microhistoire des migrations**, La Découverte, 2023.
- Charlotte Vorms, « **Bidonvilles : administrer les populations migrantes par les politiques urbaines** », Encyclopédie d'histoire numérique de l'Europe [en ligne], ISSN 2677-6588, mis en ligne le 08/09/20, consulté le 17/02/2025. Permalien : <https://ehne.fr/fr/node/21383>

Pour approfondir (suite)

Ressources, liens

- Présentation du film **Aubervilliers** sur le site Cinéarchives, fonds audiovisuel du PCF et du mouvement ouvrier : <https://www.cinearchives.org/catalogue-aubervilliers-1104-105-1-0.html>
- Présentation du film **Les immigrés en France et logement** sur le site Cinéarchives, fonds audiovisuel du PCF et du mouvement ouvrier : <https://www.cinearchives.org/catalogue-immigres-en-france-le-logement-les-1104-269-1-0.html>
- **Fonds photographique de Monique Hervo** sur les bidonvilles de Nanterre, les cités de transit et les foyers africains de Paris dans les années 1960-1970 sur le site de l'Argonnaute, la bibliothèque numérique de La Contemporaine : <https://argonnaute.parisnanterre.fr/ark:/14707/js1mfh5tgxnv>

Liens avec les programmes scolaires

- **Collège - cycle 4 :**
 - **Histoire - 4e**
 - Thème 2 : L'Europe et le monde au XIXe siècle :
 - L'Europe de la « révolution industrielle ».
 - Thème 3 : Société, culture et politique dans la France du XIXe siècle
 - **Histoire - 3e**
 - Thème 3 : Françaises et Français dans une République repensée
 - Femmes et hommes dans la société des années 1950 aux années 1980 : nouveaux enjeux sociaux et culturels, réponses politiques.
 - **Français - 4e**
 - La fiction pour interroger le réel
 - La ville, lieu de tous les possibles ?
- **Lycée**
 - **Histoire - Première générale**
 - Thème 2 / Chapitre 2 : L'industrialisation et l'accélération des transformations économiques et sociales en France
 - Thème 3 / Chapitre 2 : Permanences et mutations de la société française jusqu'en 1914
 - **Histoire - Terminale générale**
 - Thème 3 / Chapitre 2 : Un tournant social, politique et culturel, la France de 1974 à 1988
 - **Histoire - Terminale technologique**
 - Thème 3 : Question obligatoire : La France depuis 1945: politique et société
 - **Histoire - Première professionnelle**
 - Thème 1 : Hommes et femmes au travail en métropole et dans les colonies françaises (XIXe siècle-1ère moitié du XXe siècle)
 - **Histoire - Terminale professionnelle**
 - Thème 2 : Vivre en France en démocratie depuis 1945

63 bis rue de la République
93200 Saint-Denis
06 18 65 97 00

asso@amulop.org

www.amulop.org

